

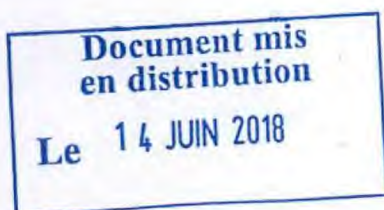
ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

-----  
Commission de l'économie, des finances,  
du budget et de la fonction publique  
-----

Papeete, le 14 JUIN 2018

N° 69-2018

RAPPORT



relatif à un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2017 (budget général),

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Messieurs les représentants Antonio PEREZ et Luc FAATAU

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3610/PR du 6 juin 2018, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2017 (budget général).

L'article 32 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française, prévoit que « *après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivante, du compte de gestion établi par le comptable, l'arrêté des comptes de la Polynésie française est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif établi par le Président de la Polynésie française.*

*L'assemblée de la Polynésie française arrête les comptes de chaque année. Elle approuve les différences entre les résultats et les prévisions initiales de l'année, complétées, le cas échéant, par les délibérations modificatives. Elle s'assure de la concordance des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion après pointage des écritures effectuées au niveau de l'article à 3 chiffres par le service ordonnateur et la paierie de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivante. »*

Au titre du budget général de l'exercice 2017, après pointage des comptes, il est constaté une concordance parfaite des écritures comptables entre celles tenues par le comptable et celles tenues par l'ordonnateur du budget.

Depuis deux ans, c'est dans un document unique que le Président présente son rapport à l'assemblée de la Polynésie française prévu à l'article 155 de la loi organique statutaire<sup>1</sup>. Le tome I correspond à la présentation de la situation économique et financière du Pays et au rapport annuel de performance.

<sup>1</sup> « Le Président de la Polynésie française adresse chaque année à l'assemblée de la Polynésie française :

1° Pour approbation, le projet d'arrêté des comptes de l'exercice budgétaire écoulé, avant l'ouverture de la session budgétaire ;

2° Un rapport sur l'activité du gouvernement durant l'année civile écoulée, sur la situation économique et financière de la Polynésie française et sur l'état de ses différents services. »



Les principaux éléments de l'exécution budgétaire 2017 se présentent comme suit.

L'économie polynésienne confirme en 2017 la sortie de crise amorcée depuis l'exercice 2014. Les chefs d'entreprise se montrent plus confiants dans un contexte politique et budgétaire clarifié : l'investissement devient plus dynamique et le marché du travail se stabilise.

Ce climat plus favorable permet aux recettes fiscales directes et indirectes de poursuivre leur progression initiée depuis trois ans, confortant ainsi le redressement de la situation des comptes publics.

Enfin, l'investissement public atteint un niveau record, avec plus de 23 milliards F CFP de dépenses d'investissement.

## **1 – L'EXECUTION BUDGETAIRE 2017**

### **1.1 – En section de fonctionnement**

#### **1.1.1 – Les recettes de fonctionnement**

Les recettes réelles de fonctionnement (hors écritures d'ordre) de l'exercice 2017 s'établissent à 129,6 milliards F CFP.

En hausse pour la troisième année consécutive, elles connaissent une progression par rapport à 2016 de l'ordre de 4,75 %, soit un supplément de 5,9 milliards F CFP.

On observe une augmentation conjoncturelle de 10,8 milliards F CFP (soit +12,01 %) du produit de la fiscalité dont +4,1 milliards F CFP au titre de la fiscalité indirecte et +6,7 milliards F CFP au titre de la fiscalité directe.

Pour l'exercice 2017, les recettes fiscales s'élèvent à 101 milliards F CFP contre 90 milliards F CFP en 2016. La reprise initiée en 2015, après quatre années de diminutions successives des recettes fiscales, soit une chute de 9,6 milliards F CFP (-10,40 %) entre 2014 et 2010 est accentuée par la très bonne performance des rentrées fiscales.

Des recettes nouvelles accompagnent cette hausse structurelle. Il s'agit :

- de la taxe spéciale spécifique de consommation (1,3 milliard F CFP) auparavant affectée au compte d'affectation spéciale compte d'aide aux victimes des calamités (CAVC) clôturé en 2016 ;
- des deux taxes en remplacement du droit d'accès forfaitaire à l'exploitation des réseaux et services de télécommunication TECOM (466 millions F CFP) ;
- et, dans une moindre mesure, de l'affectation de la taxe monoï (29 millions F CFP) suite à la dissolution du groupement interprofessionnel Monoï de Tahiti (GIMT) en 2016.

Cependant, la forte croissance du produit de la fiscalité est atténuée par la diminution de 5 milliards F CFP du rendement non fiscal. Cette diminution s'explique principalement par l'émission en 2016 d'un titre de recettes d'un montant de 4,6 milliards F CFP consécutivement à une décision de justice, et par l'absence de dividendes en provenance de l'Office des postes et télécommunications (OPT).

Il est à noter par ailleurs que la dotation globale d'autonomie (DGA) est en augmentation de 1,2 milliard F CFP (+12,42 %) pour s'établir à 10,8 milliards F CFP, l'État ayant acté sa sanctuarisation pour un montant de 90 millions € à compter de 2017.

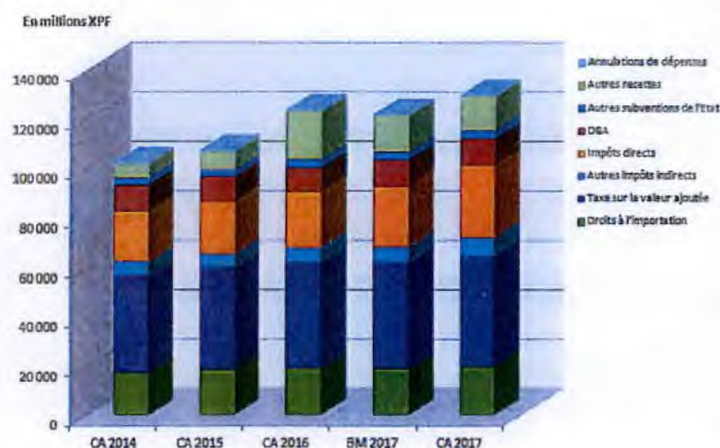
La participation de l'État au titre de la sécurité aéroportuaire s'établit à 1,5 milliard F CFP contre 1,004 milliard en 2016, ce qui représente une hausse exponentielle de 470 millions F CFP, soit + 46,76 % par rapport à 2016, expliquée par l'augmentation de 50,17 % de la répartition du produit de majoration de la taxe d'aéroport sur cette période.



Enfin, s'agissant des autres produits d'activité, notons la forte progression du produit des redevances perçues au titre de la propriété intellectuelle de 31 millions F CFP, en dépassement de 42,71 % par rapport à son inscription budgétaire.

En F CFP	CA 2014	CA 2015	CA 2016	BM 2017	CA 2017	Evolution 2017 / 2016
Droits à l'importation	16 985 169 000	18 205 832 250	18 653 883 904	18 702 000 000	19 521 736 511	4,65%
Taxe sur la valeur ajoutée	39 534 691 706	41 699 340 664	43 136 099 394	43 448 001 663	45 263 321 152	4,93%
Autres impôts indirects	5 712 949 650	5 380 213 152	5 977 749 868	5 935 000 000	7 107 448 853	18,90%
Impôts directs	20 217 150 459	20 839 737 255	22 422 490 357	24 302 000 000	29 133 695 176	29,93%
DGA	10 477 007 636	10 089 220 524	9 611 893 556	10 805 727 924	10 805 727 924	12,42%
Autres subventions de l'Etat	2 979 989 414	3 104 637 741	3 643 763 832	3 239 510 927	3 537 090 339	-2,93%
Autres recettes	5 359 422 631	7 159 300 340	19 311 935 167	14 921 294 833	13 584 784 612	-29,66%
Annulations de dépenses	1 092 500 503	913 573 572	972 563 937	559 600 000	654 530 587	-32,70%
<b>Recettes fiscales</b>	<b>82 449 960 815</b>	<b>86 125 123 321</b>	<b>90 190 223 523</b>	<b>92 387 001 663</b>	<b>101 026 201 692</b>	<b>12,01%</b>
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>19 908 920 184</b>	<b>21 266 732 177</b>	<b>33 540 156 492</b>	<b>29 526 133 684</b>	<b>28 582 133 462</b>	<b>-14,78%</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>102 358 880 999</b>	<b>107 391 855 498</b>	<b>123 730 380 015</b>	<b>121 913 135 347</b>	<b>129 608 335 154</b>	<b>4,75%</b>

#### ÉVOLUTION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



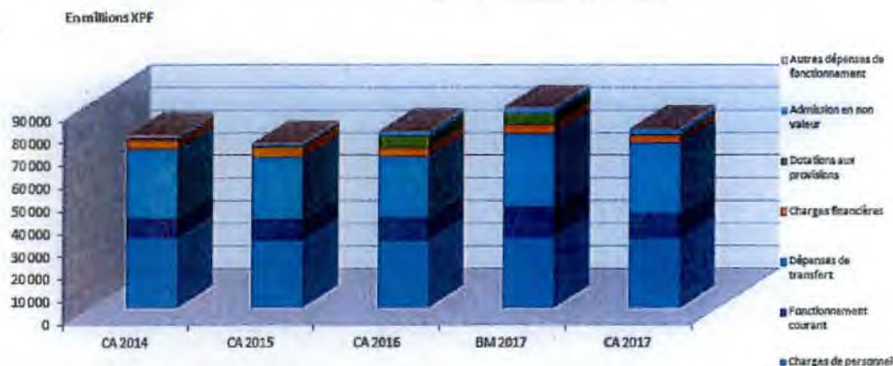
#### 1.1.2 – Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement (hors dotation aux amortissements) s'élèvent en 2017 à 101,1 milliards F CFP. Elles sont en hausse de 0,53 % (532 millions F CFP) par rapport à l'exercice précédent.

En F CFP	CA 2014	CA 2015	CA 2016	BM 2017	CA 2017	Evolution 2017 / 2016
Charges de personnel	30 436 420 224	29 541 632 416	29 503 449 930	30 915 842 787	30 181 723 967	2,30%
Fonctionnement courant	9 238 273 201	9 519 601 792	10 576 503 279	13 515 981 267	11 643 133 510	10,08%
Dépenses de transfert	30 241 960 016	27 341 029 591	26 538 241 341	32 397 665 670	30 877 529 636	16,35%
Charges financières	3 894 379 179	3 927 274 331	3 568 405 058	3 650 500 000	3 355 504 739	-5,97%
Dotations aux provisions	735 117 175	859 600 134	5 627 458 135	5 184 510 000	453 826 063	-91,94%
Admission en non valeur	718 972 214	1 068 542 247	1 861 544 290	2 547 365 981	2 378 004 174	27,74%
Autres dépenses de fonctionnement	1 123 001 314	296 561 967	242 514 968	268 353 120	244 668 843	0,89%
<b>Sous Total</b>	<b>76 388 123 323</b>	<b>72 554 242 478</b>	<b>77 918 117 001</b>	<b>88 480 218 825</b>	<b>79 134 390 932</b>	<b>1,56%</b>
FIP	14 117 272 170	14 654 913 400	14 156 798 887	15 693 373 665	15 686 873 665	10,81%
Dégrèvements, rembis & annulations	4 536 193 890	4 067 160 145	8 500 261 429	7 987 538 859	6 285 559 715	-26,05%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>95 041 589 383</b>	<b>91 276 316 023</b>	<b>100 575 177 317</b>	<b>112 161 131 349</b>	<b>101 106 824 312</b>	<b>0,53%</b>



## EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors FIP et atténuations de recettes)



L'assainissement des comptes de la Polynésie française se poursuit :

- les admissions en non valeur progressent à nouveau (+27,74 % soit +516 millions F CFP),
- la chute du niveau des dotations aux provisions de 91,94% (-5,2 milliards F CFP) s'explique par les provisions passées en 2016, dont notamment celle d'un montant de 4 milliards F CFP au titre d'une décision de justice. De même, les provisions pour contentieux ne s'élèvent qu'à 188 millions F CFP contre 416 millions F CFP l'année précédente, et la provision pour la régularisation de la dotation au fonds intercommunal de péréquation (FIP) au titre de l'exercice 2017 a été constituée à hauteur de 7 millions F CFP contre 455 millions F CFP en 2016,
- les dégrèvements diminuent également de 26,05 % (-2,2 milliards F CFP). Cette situation s'explique en partie par la dernière écriture d'exécution de la décision de justice en défaveur de la Polynésie française dans le cadre des contentieux l'opposant aux sociétés Mara et Vini, et à l'OPT qui totalise 3 milliards F CFP en 2017 contre 4,5 milliards F CFP en 2016.

L'augmentation de 10,08 % (1,1 milliard F CFP) des dépenses de fonctionnement courant est imputable à une hausse des dépenses des services, notamment en entretiens, réparations et autres services extérieurs.

La hausse de 16,35 % (+4,3 milliards F CFP) des dépenses de transfert s'explique pour moitié par le versement supplémentaire au FELP de 2,3 milliards F CFP par rapport à 2016.

Par catégorie, les dépenses de transfert<sup>2</sup> se répartissent comme suit :

- 10,3 milliards F CFP de subventions aux organismes publics dont notamment 2,2 milliards F CFP pour la dotation de fonctionnement de l'assemblée de la Polynésie française, 1,2 milliard F CFP de subvention chacun, à la Caisse de soutien du prix du coprah et à l'Office polynésien de l'habitat (OPH), 746 millions F CFP de subvention au Centre de formation professionnelle pour adultes, 548 millions F CFP pour l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française...,
- 9,4 milliards F CFP d'aides à caractère économique dont 4,5 milliards F CFP pour les aides à l'emploi via le FELP, 1,3 milliard F CFP pour le développement des entreprises, 995 millions F CFP pour la continuité territoriale, 470 millions F CFP d'aides à la formation professionnelle, 467 millions F CFP pour le tourisme, 390 millions F CFP pour la régulation des prix, 287 millions F CFP d'aides au secteur primaire et 221 millions d'aides au logement,
- 6,2 milliards F CFP pour la solidarité dont 1,8 milliard F CFP de versement au FELP pour le RSPF, 1,5 milliard F CFP pour le RGS, 1,1 milliard F CFP pour les bourses, 800 millions F CFP de versement au FADES et 301 millions F CFP pour le RNS,

<sup>2</sup> Un détail des comptes de subventions est joint à la suite de la section de fonctionnement dans le compte administratif.



- 3,5 milliards F CFP de subventions au secteur privé dont 1,7 milliard F CFP de subvention au GIE Tahiti tourisme pour son fonctionnement et au titre des actions de promotion du tourisme, 870 millions F CFP de subvention à TNTV, 300 millions F CFP pour l'agence immobilière sociale de Polynésie française, 139 millions F CFP pour les rencontres sportives de Rimatara, Tatakoto et Makemo, et 100 millions F CFP pour les activités de l'association Tahitian pearl association of French Polynesia,
- 1,4 milliard F CFP au titre des contributions dans le domaine de l'éducation.

## 1.2 – En section d'investissement

### 1.2.1 – Les recettes d'investissement

En F CFP	CA 2014	CA 2015	CA 2016	BM 2017	CA 2017	Evol <sup>3</sup> 2017 / 2016
Recettes diverses d'investissement	30 873 911	58 079 111	4 435 857	300 000 000	91 502 694	1962,80%
Remb. avances et créances sur tiers	1 325 254 954	3 507 766 180	963 717 125	1 063 435 854	182 655 493	-81,0%
Emprunts et dettes à long ou moyen terme	16 655 131 264	7 168 257 756	7 104 940 335	10 636 722 040	5 947 615 752	-16,29%
Subventions de l'État	43 134 138	161 575 907	215 087 157	1 339 251 172	311 524 484	44,84%
3IF	4 631 024 620	6 293 855 252	5 926 696 047	10 870 466 162	3 559 271 820	-39,95%
Subventions de l'État (éducation)	266 910 144	461 084 031	218 120 413	360 053 500	165 954 872	-23,92%
Subventions de l'État (Contrat de projets)	206 702 289	163 699 991	476 728 995	1 236 255 723	376 693 880	-20,98%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>23 159 031 320</b>	<b>17 814 318 228</b>	<b>14 909 725 929</b>	<b>25 806 184 451</b>	<b>10 635 218 995</b>	<b>-28,67%</b>

En 2017, les recettes réelles d'investissement affichent un retrait de 28,67 % (-4,3 milliards F CFP) résultant essentiellement de la baisse du niveau des participations de l'État (-2,4 milliards F CFP) et des mobilisations d'emprunts<sup>3</sup> (-1,2 milliard F CFP) par rapport à l'exercice précédent.

Les recettes diverses d'investissement s'établissent à 92 millions F CFP dont 83 millions F CFP au titre de remboursement de trop perçus.

Les créances sur tiers comprennent les titres de recettes émis à l'encontre de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP) et de l'Établissement des achats groupés (EAG) au titre des avances qui leur ont été accordées pour respectivement 100 et 30 millions F CFP.

Les subventions de l'État chutent de 6,8 milliards F CFP en 2016 à 4,4 milliards F CFP en 2017 :

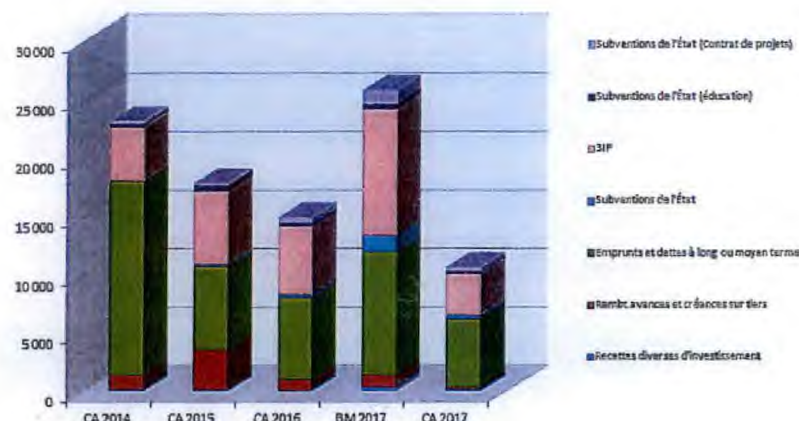
- le dispositif du troisième instrument financier (3IF) représente 81 % des recettes en provenance de l'État avec 3,6 milliards F CFP, contre 5,9 milliards F CFP,
- la participation de l'État en matière d'éducation se réduit à nouveau pour s'établir à 166 millions F CFP, dont 100 millions F CFP au titre d'opérations nouvelles,
- le Contrat de Projets 2008-2014, dont les dernières opérations sont en cours d'achèvement, totalise 185 millions F CFP,
- le Contrat de Projets 2015-2020 s'élève à 192 millions F CFP,
- le Fonds Exceptionnel d'Investissement a versé 131 millions F CFP dont 105 millions F CFP au titre de l'opération Fiber to Home,
- l'agence publique pour l'immobilier de la justice a participé à hauteur de 122 millions F CFP à l'aménagement du carrefour du centre pénitentiaire de Papeari,
- l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie a contribué pour 34 millions F CFP dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur 2015-2025 des déplacements durables interinsulaires de la Polynésie française, et du schéma directeur des déplacements collectifs et des déplacements durables,
- le fonds de soutien de l'outre-mer a financé à hauteur de 21 millions F CFP les reconstructions réalisées à la suite des intempéries de janvier et février 2017 qui ont frappé la Polynésie française.

<sup>3</sup> Les 5,9 milliards F CFP de mobilisations d'emprunts sont détaillés par bailleurs de fonds dans les états annexes du compte administratif.



# EVOLUTION DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

En millions XPF



## 1.2.2 – Les dépenses d'investissement

En F CFP	CA 2014	CA 2015	CA 2016	BM 2017	CA 2017	Evol' 2017 / 2016
Dépenses diverses d'investissement	979 272 194	1 329 130 742	928 598 735		949 687 668	2,27%
Subventions d'équipement versées	5 284 175 623	6 946 758 699	8 104 480 855		8 977 092 159	10,77%
Immobilisations corporelles	2 486 412 053	7 185 984 025	6 008 177 070	50 848 238 022	7 087 009 778	17,96%
Immobilisations en cours	10 575 364 178	6 095 219 013	6 629 712 705		5 503 504 431	-16,93%
Participations et avances	2 274 195 697	130 000 000	157 923 167		1 002 613 365	534,87%
<b>Dépenses réelles hors rembt de la Det</b>	<b>21 599 419 745</b>	<b>21 687 092 479</b>	<b>21 828 892 532</b>	<b>50 848 238 022</b>	<b>23 519 907 401</b>	<b>7,75%</b>
Rembt emprunts et dettes à L&M terme	8 839 090 206	9 103 797 148	9 557 277 630	9 496 500 000	9 410 170 200	-1,54%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 438 509 951</b>	<b>30 790 889 627</b>	<b>31 386 170 162</b>	<b>60 344 738 022</b>	<b>32 930 077 601</b>	<b>4,92%</b>

Les dépenses réelles d'investissement, hors remboursement en capital de la dette, s'élèvent à 23,5 milliards F CFP. Elles sont en progression de +7,75 % (+ 1,7 milliard F CFP) par rapport à l'année précédente.

Les dépenses diverses d'investissement (950 millions F CFP) et le niveau des immobilisations (12,6 milliards F CFP) restent relativement stables par rapport à 2016.

Au titre des subventions d'équipements versées, l'augmentation de 873 millions F CFP (+ 10,77 %) par rapport à 2016, s'explique notamment par le niveau des subventions accordées à l'OPH qui a bénéficié de 5 milliards F CFP en 2017 contre 4,2 milliards F CFP l'année précédente.

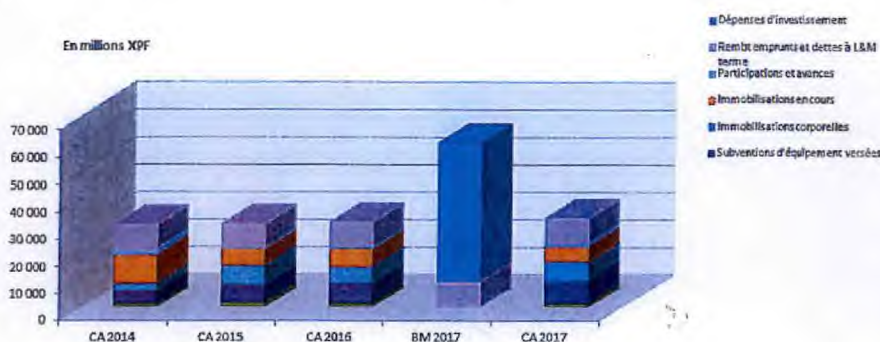
Parmi les grands chantiers en 2017, se distinguent :

- les travaux relatifs à la construction du lycée et du collège de Bora Bora pour 1,3 milliard F CFP,
- des acquisitions d'opportunité pour un montant global de 754 millions F CFP dont le terrain et le bâti appartenant à l'Institut de Recherche pour le Développement à Arue pour 543 millions F CFP,
- les travaux de mise aux normes de l'aérodrome de Mataiva à hauteur de 497 millions F CFP,
- les travaux relatifs à la construction du pôle de santé mentale pour 354 millions F CFP,
- l'acquisition de véhicules dans le cadre des missions des services de secours sur les aérodromes pour 288 millions F CFP,
- l'assainissement, le renforcement et le revêtement de la route de ceinture des baies de Povai et Faanui à Bora Bora pour 281 millions F CFP.

Enfin, en 2017, la Polynésie française a souscrit au capital du groupe Agence France locale (AFL) pour 703 millions F CFP et transformé en prêt l'avance en compte courant de 300 millions F CFP qu'elle avait accordée à la Société Environnement Polynésien, aujourd'hui intégré au syndicat mixte ouvert Fenua Ma.



## EVOLUTION DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT



### 1.3 – Les opérations d'ordre

Les opérations d'ordre sont des opérations comptables qui n'ont aucune incidence financière en termes d'encaissement et de décaissement.

En 2017, elles totalisent 27,2 milliards F CFP, et se décomposent comme suit :

En section d'investissement :

- les écritures de neutralisation de la dotation aux amortissements : 2,9 milliards F CFP,
- la dotation aux amortissements des subventions transférables : 86 millions F CFP,
- le don des ayants droits des époux VAN BASTOLÆR au profit de la Polynésie française d'un ensemble foncier de 15 465 m<sup>2</sup> sis à la commune associée de Afaahiti / Tairapu Est : 70 millions F CFP.

En section de fonctionnement :

- les exonérations douanières pour un montant de 11,4 milliards F CFP,
- la dotation aux amortissements pour un montant de 7,8 milliards F CFP,
- les crédits d'impôts de défiscalisation locale : 3,8 milliards F CFP au titre de l'impôt sur les sociétés et 339 millions F CFP au titre de l'impôt sur les transactions pour un montant total de 4,1 milliards F CFP,
- les travaux en régie pour un montant global de 782 millions F CFP,
- la dotation aux amortissements des charges financières à répartir : 80 millions F CFP.

## 2 – ANALYSE DE L'EXÉCUTION

### 2.1 – Résultats

#### 2.1.1 – Résultat de fonctionnement

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement de l'exercice 2017 s'établit à 23,6 milliards F CFP contre 18,8 milliards F CFP en 2016 soit + 25 %.

Le résultat de fonctionnement à affecter est arrêté à 30,4 milliards F CFP après intégration du report à nouveau disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour un montant cumulé de 6,8 milliards F CFP.

#### 2.1.2 – Résultat d'investissement

La section d'investissement finit l'exercice 2017 avec un résultat négatif (besoin de financement non couvert) de 17,4 milliards F CFP contre 12,2 milliards F CFP en 2016.

Compte tenu de l'affectation en 2016 d'un excédent de fonctionnement capitalisé de 18 milliards F CFP, le solde de clôture de la section d'investissement pour 2017 s'établit à 634 millions F CFP en 2017 contre -3,7 milliard F CFP en 2016.



### 2.1.3 – Résultat cumulé global

Le résultat de fonctionnement de 23,6 milliards F CFP et le résultat d'investissement de -17,4 milliards F CFP donnent ainsi un résultat global de l'exercice 2017 de 6,2 milliards F CFP.

Compte tenu du report des résultats antérieurs de 18 milliards F CFP, le résultat cumulé global à fin 2017 s'établit à 24,2 milliards F CFP, auxquels s'ajoutent le solde des comptes de l'ex-CAVC de 2,4 milliards F CFP, soit un total cumulé global de 26,6 milliards F CFP.

En dépit de l'importance du besoin de financement du report des crédits d'investissement de 11,6 milliards F CFP (contre 11,2 milliards F CFP en 2016), le résultat net global s'améliore pour s'élever à près de 15 milliards F CFP (contre 6,8 milliards F CFP en 2016).

En milliers F CFP	2014	2015	2016	2017
Résultat global de l'exercice (Inv + fonct)	37 813	3 138 968	6 678 759	6 206 652
(+) Résultat antérieur reporté	7 669 773	8 064 171	11 269 017	18 015 619
<b>Résultat cumulé global à la clôture</b>	<b>8 064 171</b>	<b>11 269 017</b>	<b>18 015 619</b>	<b>26 560 606</b>
dont écritures non budgétaires	356 585	65 878	67 842	2 338 335
Reports d'investissement				
(-) Dépenses	41 167 224	53 238 992	57 844 352	63 352 522
(+) Recettes	34 670 050	47 835 372	46 626 789	51 776 758
<b>(=) Résultat net global</b>	<b>1 566 998</b>	<b>5 865 398</b>	<b>6 798 056</b>	<b>14 984 842</b>

## 2.2 – Situation financière

### 2.2.1 – L'épargne

En 2017, l'épargne brute s'établit à 28,5 milliards F CFP. Elle augmente de 23,09 % par rapport à l'année précédente, sous l'effet conjugué de la hausse des recettes de fonctionnement et de la stabilité des dépenses de fonctionnement.

Cette épargne couvre ainsi largement le remboursement en capital de la dette qui s'élève à 9,4 milliards F CFP en 2017, gage de solidité et de solvabilité financière apprécié par les bailleurs de fonds ainsi que par les agences de notation.

En conséquence, l'épargne nette reste positive en 2017 et s'établit à 19,1 milliards F CFP (contre -1,5 milliard F CFP en 2014). Ce qui permet notamment au gouvernement de continuer à soutenir sa politique en matière d'investissements publics.

En milliers F CFP	2014	2015	2016	2017
<b>Épargne brute</b>	<b>7 317 292</b>	<b>16 115 539</b>	<b>23 155 203</b>	<b>28 501 511</b>
(-) Dotations aux amortissements <i>neutralisation des amortissements (E/O)</i>	2 028 677	3 388 368	4 323 166 1 560 712	7 896 230 2 866 422
(+) Subv. inv. reçues transférées au compte de résultat			15 060	85 583
(-) Produits de cessions d'immobilisations			522	
<i>Charges financières (E/O)</i>	731 504			
<b>(=) Résultat de fonctionnement</b>	<b>5 288 615</b>	<b>12 727 171</b>	<b>18 846 574</b>	<b>20 605 281</b>
rapporté aux recettes réelles de fonctionnement	5,17%	11,85%	15,23%	15,90%
(-) Amortissement du capital des emprunts	8 839 090	9 103 797	9 557 278	9 410 170
<b>Épargne nette (épargne brute - capital des emprunts)</b>	<b>-1 521 799</b>	<b>7 011 742</b>	<b>13 597 925</b>	<b>19 091 341</b>





## 2.2.2 – La dette

### 2.2.2.1 - La dette relative au budget général et à l'ex CAVC

En F CFP	2014	2015	2016	2017
<b>Intérêts de la dette</b>	<b>3 981 195 508</b>	<b>3 996 363 951</b>	<b>3 617 034 807</b>	<b>3 354 831 207</b>
Budget général	3 893 715 441	3 927 274 331	3 568 405 058	3 354 831 207
CAVC	87 480 067	69 089 620	48 629 749	
<b>Remboursement en capital</b>	<b>9 460 682 746</b>	<b>9 478 315 247</b>	<b>9 940 737 897</b>	<b>9 410 170 200</b>
Budget général	8 839 090 206	9 103 797 148	9 557 277 630	9 410 170 200
CAVC	621 592 540	374 518 099	383 460 267	
<b>Annuité</b>	<b>13 441 878 254</b>	<b>13 474 679 198</b>	<b>13 557 772 704</b>	<b>12 765 001 407</b>
Mobilisation d'emprunts en N	17 386 634 844	7 168 257 756	7 104 940 335	5 947 615 752
<b>Encours de la dette de la Polynésie française (au 31/12) (*)</b>	<b>94 246 535 665</b>	<b>91 936 478 176</b>	<b>89 100 680 610</b>	<b>85 638 126 159</b>

(\*) avec intégration des écarts de conversion

L'annuité de la dette pour l'exercice 2017 s'établit en retrait de 793 millions F CFP par rapport à l'année précédente, soit 12,8 milliards F CFP.

L'encours de la dette totale de la Polynésie française diminue à 85,6 milliards F CFP contre 89,1 milliards F CFP en 2016, ce qui représente une baisse de 3,5 milliards F CFP. La politique de désendettement de la Polynésie française initiée en 2014 porte ses fruits.

De même, la mobilisation des emprunts, inférieure à 6 milliards F CFP, diminue de 1,2 milliard F CFP par rapport à 2016.

Le poids des intérêts de la dette sur les dépenses réelles de fonctionnement demeure sous la barre des 4 %, affichant 3,32 % contre 3,58 % l'année précédente, grâce à la diminution des intérêts de la dette.

De même, la part de l'annuité sur les recettes fiscales diminue à nouveau pour s'établir à 12,64 % contre 14,82 % en 2016.

L'encours de la dette ne représente plus que 3 années d'autofinancement brut contre un peu plus de cinq années, il y a deux ans.

#### 2.2.2.2 – La dette garantie

L'encours de la dette garantie par la Polynésie française s'établit à 4,8 milliards F CFP au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La caution de la Polynésie française concerne principalement le secteur habitat qui représente plus de 53 % du total garanti. Le secteur de la santé suit avec 29 %.



Le ratio de la somme de l'annuité de la dette publique et de l'annuité garantie rapportée aux recettes réelles de fonctionnement s'établit à 10,46 %.

	Total au 01/01/2018	Sanitaire	Social	Education
Centre hospitalier de la PF	1 388 501 536	1 388 501 536		
Prêts d'études aux Etudiants	850 437 128			850 437 128
Office polynésien de l'habitat	2 528 053 360		2 528 053 360	
<b>TOTAL</b>	<b>4 766 992 024</b>	<b>1 388 501 536</b>	<b>2 528 053 360</b>	<b>850 437 128</b>
	100,00%	29,13%	53,03%	17,84%

La provision constituée pour un montant de 1,9 milliard F CFP est rapportée à un encours total garanti à fin 2017 de 4,8 milliards F CFP, soit un taux de couverture du risque de 40 %.

### 3 – APPRÉCIATION DES COMPTES

#### 3.1 – Agence de notation

La note de la Polynésie française reflète sa situation politique, économique, budgétaire et financière.

Le 21 décembre 2017, l'agence de notation Moody's Investors Service a confirmé la note « Baa1/Prime-2 » de la Polynésie française, perspective stable. Cette note est équivalente à « BBB+ » selon le barème de l'agence Standard & Poor's.

Le 11 mai 2018, suite à la modification de la perspective de la note de l'État français de stable à positif, la perspective de la note de la Polynésie française est passée positive.

Deux facteurs contraignants restent toutefois mis en avant : la fragilité économique du territoire et les déficits importants du régime polynésien de sécurité sociale.

#### 3.2 – Indice de Qualité des Comptes Locaux (IQCL)

L'IQCL élaboré par les services de la Direction Générale des Finances Publiques pour l'ensemble des collectivités de métropole et adapté à la Polynésie française, permet de mesurer la progression ou, au contraire, la dégradation des comptes d'une collectivité au regard du seul respect des mécanismes comptables. Cet indicateur vise à accroître la lisibilité des comptes et leur sincérité.

L'amélioration de la qualité des comptes du Pays amorcée depuis 2013 s'est accrue en 2016 avec un indice de 16,60 sur 20 (contre 15,34 sur 20 en 2015).

L'IQCL de l'exercice 2017 devrait être communiqué à la Polynésie française au cours du second trimestre 2018.

\*  
\* \*

*Examiné en commission le 14 juin 2018, le projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2017 (budget général) a recueilli un vote favorable des membres de la commission.*

*En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.*

LES RAPPORTEURS

Antonio PEREZ

Luc FAATAU



**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : DBF1821046DL-4

**DÉLIBÉRATION N° 2018-30/APF**

**DU 21 JUIN 2018**

---

approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2017 (budget général),

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT modifiée du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2016-122 APF du 1<sup>er</sup> décembre 2016 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté n° 1072 CM du 6 juin 2018 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2749/2018/APF/SG du 11 juin 2018 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 69-2018 du 14 juin 2018 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 21 juin 2018 ;

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Les recettes budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2017 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *cent quatre-vingt-cinq milliards quatre cent soixante-dix-huit millions dix-sept mille quatre cent soixante-dix-neuf francs pacifiques (185 478 017 479 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement .....	148 892 434 974	F CFP
Section d'investissement (hors compte 106 8).....	18 601 041 817	F CFP
Compte 106 8 "excédent de fonctionnement capitalisé" .....	17 984 540 688	F CFP
<b>TOTAL</b>	<b>185 478 017 479</b>	<b>F CFP</b>



**Article 2.-** Les dépenses budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2017 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *cent soixante et un milliards deux cent quatre-vingt-six millions huit cent vingt-quatre mille cinq cent cinquante-cinq francs pacifiques (161 286 824 555 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement .....	125 335 149 968	F CFP
Section d'investissement .....	35 951 674 587	F CFP
<b>TOTAL</b>	<b>161 286 824 555</b>	<b>F CFP</b>

**Article 3.-** Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.

**Article 4.-** Est constatée pour l'exercice 2017, au titre du budget général, la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de la Polynésie française.

**Article 5.-** Est constatée la reprise dans les comptes du pays du résultat du compte d'affectation spéciale dénommé compte d'aide aux victimes des calamités dissous, et de l'écart de conversion des emprunts :

	<b>Fonctionnement</b> compte 110 "report à nouveau (solde créditeur)" et compte 12 "résultat de l'exercice"	<b>Investissement</b> Solde créditeur des comptes de bilan (hors compte 110 et 12)
Ecart de conversion des emprunts	-	3
Compte d'aide aux victimes des calamités	1 507 049 077	831 285 842

**Article 6.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
  
Béatrice LUCAS

La présidente de séance,  
  
Sylvana PUHETINI